

DRIEAT-IF / SEB/DPI/UEPB1
Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-17h00
tel : 01 48 12 45 00 – fax : 01 48 12 45 10
21-23 rue Miollis
75 732 Paris cedex 15

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. CONTEXTE ET OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
1-1. Contexte.....	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2-1. Définition de la procédure	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots	4
2-3. Nature de l'attributaire	4
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	5
2-5. Variantes	5
2-6. Délai de réalisation.....	5
2-7. Modifications de détail au dossier de consultation	5
2-8. Délai de validité des offres	5
2-9. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	5
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION	5
3-1. Documents fournis aux candidats	6
3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats	6
3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....	8
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES	8
4-1. Sélection des candidatures	8
4-2. Jugement et classement des offres.....	8
4-2-1. Appréciation du critère prix.....	9
4-2-2. Appréciation de la valeur technique	9
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
5-1. Dispositions d'ordre général.....	9
5-2. Modalités de remise de l'Offre par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation	10
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	12
ARTICLE 7. PROCÉDURES DE RECOURS.....	12

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. CONTEXTE ET OBJET DE LA CONSULTATION

1-1. Contexte

En 2009, la direction des routes d'Île-de-France (DIRIF) a entrepris la modernisation de 22 tunnels de son réseau routier. L'objectif de ce programme de modernisation est d'accroître la sécurité dans les voies couvertes, notamment grâce à l'installation d'équipements de haute technologie et le renforcement des structures des tunnels.

En effet, suite aux incendies des tunnels du Mont Blanc (1999), du Gothard (2001) et du Fréjus (2005), l'Etat a décidé de renforcer la sécurité dans les tunnels et d'informer les usagers des bons comportements à adopter en cas d'incident grave. Il se conforme en cela à une circulaire du 25 août 2000 qui a conduit à l'élaboration d'un diagnostic de sécurité sur l'ensemble des tunnels français de grande longueur. La parution d'un décret le 24 juin 2005 et sa circulaire d'application en 2006 ont rendu obligatoire la mise en conformité des tunnels routiers de plus de 300 mètres.

La DIRIF a été mandatée par l'État pour réaliser ces travaux pour permettre d'équiper les tunnels avec du matériel de haute technologie, afin de les rendre plus sûrs.

Dans ce cadre, il est devenu nécessaire de réhabiliter et d'adapter les postes de contrôle. En effet, les configurations actuelles des locaux pâtissent de plusieurs faiblesses : salles sous-dimensionnées, espaces mal agencés ou inadaptés aux nouveaux équipements...

Cette opération de réhabilitation des salles d'exploitation des PCTT vise ainsi à améliorer le confort de celles-ci mais également à accueillir le futur système de gestion technique centralisée (GTC) et les nouveaux équipements liés à la mise en sécurité des tunnels.

Historique des études :

Plusieurs études ont déjà été conduites sur les locaux à réhabiliter. Ces études seront communiquées au titulaire du marché et serviront de base à la réalisation de ses missions.

Des diagnostics relatifs au gros entretien des bâtiments, à la performance énergétique, à l'accessibilité et à la sécurité incendie pour chaque PCTT ont été réalisés par la société Bérin en octobre 2010. Ils ont permis de dresser un état des lieux ainsi qu'une synthèse des besoins techniques pour chaque bâtiment.

Des études d'ergonomie pour le réaménagement des salles d'exploitation de chaque PCTT ont été réalisées par l'entreprise SPIE en 2009. Elles ont servi à la réalisation des pré-programmes et des programmes pour l'agencement des salles et la performance des mobiliers.

Des dossiers techniques amiantes ont été réalisés pour l'ensemble des bâtiments abritant les postes de contrôle des transports et tunnels.

Des études de programmation ont été réalisées par l'entreprise PIXYS en 2013 et à l'issue, le bureau d'étude ARTELIA Ville et Transports a été mandaté pour réaliser une mission de maîtrise d'œuvre.

En vue de la réalisation des travaux d'aménagement de la salle d'exploitation du PCTT d'Arcueil, un maître d'œuvre (société PIKA) est désigné par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA). Ce dernier étant chargé de reprendre les études à partir de celles réalisées par ARTELIA au stade PRO/DCE et jusqu'à la réalisation des travaux. Ces derniers ont été réceptionnés en mars 2023.

Objet du marché :

Conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée et des textes pris pour son application, le présent marché concerne une mission de Maîtrise d'Œuvre pour le réaménagement des postes de Contrôle Tunnels et Trafic (PCTT) de Champigny-sur-Marne, Saint-Denis et Nanterre.

Le marché de maîtrise d'œuvre objet de la présente consultation comporte les missions normalisées prévus à l'article L2431-1 du Code de la commande publique :

- PRO (Études de projet),
- ACT (Assistance au maître d'ouvrage à la consultation des travaux),
- DET (Direction de l'exécution des contrats de travaux),
- VISA (Examen de la conformité et visas),
- OPC (Ordonnancement, pilotage et coordination des travaux),
- AOR (Assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception), comprenant notamment la prestation OPR (opérations préalables à la réception des ouvrages), DOE (dossier des ouvrages exécutés) et GPA (garantie de parfait achèvement)

Conformément à l'annexe III – 9 de l'arrêté du 22 mars 2019 des éléments de missions complémentaires peuvent être confiés au maître d'œuvre. Cet article introduit également la notion d'obligation de conseil du maître d'œuvre, en précisant : « lorsque que ces missions complémentaires ne sont pas confiées par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre, ce dernier doit, néanmoins, au titre de son obligation de conseil, attirer l'attention du maître de l'ouvrage sur la nécessité de prendre en compte les préoccupations correspondantes lorsque cela est nécessaire à la cohérence de l'opération. »

Les prestations font l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.
La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Le marché comportera une tranche ferme et 3 tranches optionnelles désignées ci-après :

Désignation des tranches	
Tranche ferme	Maîtrise d'œuvre pour le réaménagement des salles d'exploitation des PCTT – Phase étude PRO/DCE/ACT
Tanche optionnelle 1	Maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de la salle d'exploitation du PCTT de Champigny-sur-Marne – Phase travaux DET, OPC, VISA, AOR (dont OPR, DOE et GPA)
Tanche optionnelle 2	Maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de la salle d'exploitation du PCTT de Saint-Denis – Phase travaux DET, OPC, VISAAOR (dont OPR, DOE et GPA)
Tanche optionnelle 3	Maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de la salle d'exploitation du PCTT de Nanterre – Phase travaux DET, OPC, VISA, AOR (dont OPR, DOE et GPA)

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

Les prix seront établis en supposant que l'ensemble des prestations sera exécuté, étant précisé qu'aucune indemnité de dédit n'est prévue en cas de non-exécution de tranches optionnelles.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

Le candidat remettant une offre, pour la présente consultation, en tant que membre d'un groupement, ne pourra le faire à titre individuel. Il ne peut être membre de plusieurs groupements.

Les prestataires et le mandataire du groupement, doivent justifier leur pouvoir à engager les entreprises.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Délai de réalisation

Le délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement.

2-7. Modifications de détail au dossier de consultation

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-8. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 6 mois, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-9. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur.

Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le dossier des études de projet ;
- Le programme de l'opération ;
- Le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaires (DPGF).

Le dossier de consultation sera téléchargeable gratuitement sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante <http://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence :

DRIEAT-AOO-24-007

Les candidats seront invités à s'inscrire sur la plate-forme afin d'être destinataires des éventuels avertissements de modification de la consultation. Ils vérifieront le paramétrage de leur messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plate-forme.

3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier :

Situation juridique - références requises :

- Si le candidat utilise le document unique de marché européen (DUME) :
 - Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.
- Si le candidat n'utilise pas le DUME :
 - Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj> (/Commande publique/Formulaires de la commande publique ;
 - La forme juridique du candidat ;
 - En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
 - Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché
 - Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;
 - Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus;

Capacité économique et financière – références requises :

- Si le candidat utilise le DUME :
 - Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :
 - le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices (partie IV B 1a) ;
 - le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices dans le domaine d'activités couvert par le marché (partie IV B 2a).
- Si le candidat n'utilise pas le DUME :
 - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
 - Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par une attestation de l'assureur ;
 - Des bilans ou extraits de bilans, concernant les 3 dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi avec :
 - le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices (partie IV B 1a) ;
 - le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices dans le domaine d'activités couvert par le marché (partie IV B 2a).

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

Il est exigé la présence dans l'équipe des compétences suivantes :

- des ingénieurs ou des sociétés spécialisés à minima dans les domaines suivants :
 - électricité courant forts / courants faibles ;
 - au moins une personne titulaire d'un diplôme d'Etat d'architecture.

Il est à noter qu'un membre du groupement peut apporter une ou plusieurs des compétences exigées ci-dessous.

Si le candidat utilise le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :
 - les informations concernant l'opérateur économique (partie II à remplir en totalité)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- A - Expérience :

La présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. La présentation d'un dossier de références pertinentes, indiquant la nature de l'opération, l'identité du maître d'ouvrage, la mission de maîtrise d'œuvre et le rôle tenu par le candidat, l'importance de l'opération et la date de sa réalisation. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur.

- B - Capacités professionnelles :
 - Un mémoire présentant l'équipe projet pour réaliser la prestation de Maîtrise d'œuvre (4 pages maximum)
 - L'indication des titres d'études et/ou de l'expérience professionnelle du ou des responsables et des exécutants de la prestation de service envisagée ;
 - Le CV des personnes qui seront affectées à l'opération avec leurs références
- C - Capacités techniques :
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
 - Les compétences pluridisciplinaires à réunir pour assurer la mission de la présente consultation.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

dans un autre sous dossier :

- L'acte d'engagement à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 7-1 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 5 de l'acte d'engagement.

- Le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s)
 - Une note relative à la compréhension du projet et à la mise en évidence des points clés de l'opération
 - Une note relative aux méthodes, à l'organisation et aux moyens que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de sa mission ;

- Une note justifiant la cohérence des honoraires demandés au regard de l'étendue de la mission, son degré de complexité, l'importance des travaux et la mobilisation prévisionnelle des équipes ;
- Une notice technique relative à la méthodologie de suivi des travaux et au phasage de l'opération
- La décomposition du prix global forfaitaire : cadre ci-joint à compléter sans modification.
- Le schéma organisationnel du plan d'assurance qualité (SOPAQ) ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils pourront s'inspirer du cadre de la décomposition du prix global forfaitaire.

3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés
- ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.
- L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s)

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6-3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres. Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures listés à l'article 3-2, celles qui ne respectent pas les exigences minimales et qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R2143-6 à 14 et R2144-1 à -9 du CCP pourront être écartées par le RPA.

Les candidats qui ne disposent pas des renseignements demandés à l'article 3-2 (par exemple les sociétés nouvellement créées), peuvent apporter des moyens de preuve équivalents de leurs capacités.

Si le candidat demande de prendre en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'un ou plusieurs futurs sous-traitants au niveau de la candidature, il devra fournir un engagement écrit original de ceux-ci qui les engage à mettre leurs moyens à disposition du candidat pour l'exécution des prestations du marché. L'absence de ces documents empêchera la prise en compte des capacités techniques, professionnelles ou financières des futurs sous-traitant.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP. Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

La commission d'appel d'offres examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par la commission d'appel d'offres.

Critère d'attribution	Pondération
La valeur technique au regard des notices techniques et selon les sous-critères de l'article 4.2.2 ci-dessous ;	60%¶
Le coût global au regard du montant indiqué dans l'acte d'engagement, tel qu'il résulte de la décomposition du prix global et forfaitaire ;	40%¶

Ces critères porteront sur l'ensemble des tranches.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

4-2-1. Appréciation du critère prix

Pour l'appréciation du critère prix il sera tenu compte de l'ensemble des tranches.

La formule utilisée pour la notation du critère prix sera :

Note de l'offre (entre 0 et 20) = $20 \times (1 - (\text{montant offre} - \text{montant offre mini}) / \text{montant offre mini})$

Étant précisé que :

- L'offre du moins disant aura la note maximale.
- La note 0 sera attribuée pour toute offre supérieure ou égale à l'offre du moins disant, majorée de 100 %.

4-2-2. Appréciation de la valeur technique

Le critère valeur technique sera apprécié au vu des notices techniques citées à l'article 3-1 et noté sur 20 points répartis entre les sous-critères définis ci-dessous.

Les sous critères, leurs valeurs respectives et leurs décompositions en éléments techniques sont les suivants :

- Composition de l'équipe projet, compétences, expériences et capacités, organigramme (6 pts) ;
- Management de l'équipe projet, organisation de la prestation et mobilisation prévisionnelle des équipes (6 pts) ;
- Appropriation de la mission au travers de la compréhension de la problématique, de la proposition de planning et de la pertinence des solutions proposées (8 pts) ;

Au terme de l'analyse, la meilleure note obtenue sur le critère valeur technique sera portée systématiquement à la note de 20/20, les notes suivantes étant, selon une règle de 3, portées elles aussi à une valeur par référence à la meilleure note.

NB : si l'offre ne comporte aucun des éléments relatifs à l'appréciation de l'un des sous critères énumérés ci-dessus, elle sera déclarée irrégulière et traitée selon les modalités décrites à l'article R2152-1 du Code de la commande publique.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres et les candidatures seront remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Dispositions d'ordre général

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

En application de l'article R2132-7 du Code de la Commande Publique, la remise des offres se fera exclusivement via la plate-forme des achats de l'État – PLACE - (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) qui répond aux exigences fixées par les arrêtés du 22 mars 2019 relatifs aux exigences minimales des moyens

de communication électroniques dans la commande publique et aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs,

L'acheteur peut néanmoins insérer des exceptions dans tous les cas prévus par l'article R2132-12 du Code de la Commande Publique.

Toute offre remise sur support "papier" ou sur support physique électronique externe, à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R2132-11 du Code de la Commande Publique, sera considérée comme irrégulière et traitée dans les conditions fixées par aux articles R2152-1 et 2 du Code de la Commande Publique.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Traitement de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde, prévue à l'article R2132-11 du Code de la Commande Publique doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde". Elle doit parvenir avant la date et l'heure limite de remise des offres indiqués en page de garde du règlement de la consultation à l'adresse suivante :

DRIEAT-IF/SG/DCPPA/UPIMPPAM – Bureau n°417
27-29 rue Leblanc
75015 Paris

Copie de sauvegarde pour : « Mission de Maîtrise d'Œuvre portant sur le réaménagement des PCTT de Champigny-sur-Marne, Saint-Denis et Nanterre » - Réf.

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :

« NE PAS OUVRIR »

^(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés **du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.

2. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres

3. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

5-2. Modalités de remise de l'Offre par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence publique : DRIEAT-AOO-24-007

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;

- Les dossiers qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- l'arrêté du 22 mars 2019 fixe les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde .

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions suivantes :

- Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

➤ 1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification, française ou étrangère, mentionnée dans l'une des listes de confiance décrites dans les références suivantes :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>
- <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

➤ 2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tout certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences requises par le règlement eIDAS du 23 juillet 2014.

Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, en particulier tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS), sont toujours valables et demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Le candidat peut utiliser l'outil de signature de son choix :

➤ Soit le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

- Soit le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :
- a. Produire des formats de signature PAdES.
 - b. Permettre la vérification de la signature et de l'intégrité du document conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté sus-mentionné, en transmettant les éléments nécessaires pour y procéder, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

-le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;

-le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site, etc.).

RAPPEL GENERAL

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-2.

Une réponse sera alors adressée en temps utile, par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. PROCÉDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75 181 Paris Cedex 04

Tél. : 01 44 59 44 00

Télécopieur : 01 44 59 46 46

Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-paris@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L.) : [http\(s\)://paris.tribunal-administratif.fr](http(s)://paris.tribunal-administratif.fr)

Nom du document : 2024.04.10 RC_MOE_PCTT_ChampNantStDenis.odt
Répertoire : C:\Users\catherine-a.duranton\Documents
Modèle : C:\Users\catherine-a.duranton\AppData\Roaming\Microsoft\Templates\Normal.dotm
Titre :
Sujet :
Auteur : DURANTON Catherine-Anne
Mots clés :
Commentaires :
Date de création : 27/09/2023 16:56:00
N° de révision : 11
Dernier enregist. le : 07/05/2024 14:23:00
Dernier enregistrement par : DURANTON Catherine-Anne
Temps total d'édition : 74 Minutes
Dernière impression sur : 07/05/2024 14:23:00
Tel qu'à la dernière impression
Nombre de pages : 12
Nombre de mots : 6 075 (approx.)
Nombre de caractères : 33 415 (approx.)